



**HAL**  
open science

**Charlotte Courreye, L'Algérie des Oulémas. Une  
histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991), Paris,  
Presses de la Sorbonne, Bibliothèque historique des pays  
d'islam 2020**

Antoine Perrier

► **To cite this version:**

Antoine Perrier. Charlotte Courreye, L'Algérie des Oulémas. Une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991), Paris, Presses de la Sorbonne, Bibliothèque historique des pays d'islam 2020. Arabica, 2023, 70 (1-2), pp.229-237. 10.1163/15700585-20231671 . hal-04153547

**HAL Id: hal-04153547**

**<https://hal.science/hal-04153547>**

Submitted on 6 Jul 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Antoine Perrier, compte-rendu de Charlotte Courreya, *L'Algérie des Oulémas. Une histoire de l'Algérie contemporaine (1931-1991)*, Paris, Presses de la Sorbonne, Bibliothèque historique des pays d'islam, 2020 in *Arabica. Revues d'études arabes et islamiques*, vol. 70, 2023, p. 211-237.**

Dans cet ouvrage de première importance pour l'histoire du Maghreb, Charlotte Courreya s'attaque à un continent : le rôle des oulémas dans l'Algérie du XX<sup>e</sup> siècle à partir de leur principale association, l'Association des Oulémas musulmans d'Algérie (AOMA). Ces territoires ne sont certes pas inconnus, les travaux de James McDougall ou plus récemment d'Augustin Jomier ont considérablement renouvelé notre connaissance des liens entre réformisme, société et nationalisme algériens<sup>1</sup>. Ici, l'auteur propose une immersion dans l'océan des témoignages et des sources laissés par les membres de l'association, dans un monde entièrement arabophone où, à chaque page, le lecteur est appelé à « ressentir les passions d'un *'ālim* algérien né à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle », ambition que rappelle avec humilité l'historienne à la conclusion de son ouvrage (p. 496).

Cette modestie, qui traverse un livre pourtant ambitieux, inspire une méthode où les sources, longuement citées, laissent au lecteur la liberté de ses propres impressions, sans renoncer à de ponctuelles synthèses indispensables à leur compréhension. La thèse de Charlotte Courreya, ici transformée en livre, prenait pour objet l'association créée en 1931 à Alger, animatrice du courant réformiste sous les auspices de Ibn Bādīs, sa figure tutélaire. Elle déploie une activité dans l'enseignement et la défense de la langue arabe qui se prolonge après l'indépendance de 1962. À cette date, l'association se transforme en réseau informel : sans s'arrêter à cette borne qui interrompt bien souvent les études d'histoire de l'Algérie, l'historienne poursuit l'activité des héritiers et continuateurs de l'esprit initial de Ibn Bādīs jusqu'au seuil des années 1990.

À travers l'activité de ces oulémas, savants mais aussi hommes de leur temps (le *'ilm* ne constituant jamais une activité exclusive d'autres façons d'occuper son temps ou de gagner son pain, de l'artisanat aux charges officielles), ce livre propose une histoire de la société algérienne au long du siècle. Ses deux atouts principaux tiennent à sa chronologie ambitieuse, autour de la « césure centrale » (p. 14) de 1962 et à la variété des sources qu'il sollicite : publications, revues, journaux, lettres manuscrites, ressources audiovisuelles, mémoires, entretiens enfin avec ces acteurs qui complètent la palette impressionnante de l'historienne. Trois domaines saillants méritent un éclairage : la structuration de l'association autour de la figure imposante de ses chefs, ses connexions avec le reste du monde arabe et le combat de l'association pour la défense de la langue arabe.

### **L'association des Oulémas : ses figures de proue et son rapport à l'État**

Le livre s'efforce sans cesse de placer le lecteur dans la situation d'enquête : il montre les allers-retours entre histoire et temps présent et les multiples filtres que les entretiens ou les mémoires placent entre l'historien et un passé chargé d'une pesante valeur politique. L'association des Oulémas a naturellement fait l'objet d'une production historiographique en langue arabe qui offre de précieux renseignements mais constitue aussi, à lire Charlotte Courreya, une véritable vulgate.

---

<sup>1</sup> James McDougall, *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, New York, Cambridge University Press, 2006 ; Augustin Jomier, *Islam, réforme et colonisation. Une histoire de l'ibadisme en Algérie (1882-1962)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020.

Le récit des origines revêt alors une importance particulière pour une association profondément marquée par la personnalité de ses deux premiers dirigeants, les cheikhs Ibn Bādīs (de 1931 à 1940) et al-Ibrāhīmī (1940-1965). Le fonctionnement initial de l'association, qui ne varie guère dans les décennies subséquentes, est autocratique et les initiatives viennent « d'en haut » (p. 23). Des notables algériens souhaitent, dans les années 1930, constituer une association de nature à incarner un « parti religieux » (*ḥizb dīnī*) et si, dans leurs mémoires, les cheikhs se prêtent tous un rôle éminent, le nom d'Ibn Bādīs s'impose largement. « Figure sacrée de l'histoire nationale » (p. 32), la vénération dont il fait l'objet dit tous les paradoxes des débuts de l'association : canonisé par l'histoire, exemple digne d'imitation et père spirituel pour ses disciples, il reçoit de son vivant les atours de la sainteté, atours encombrants pour des cheikhs soucieux de lutter contre les cultes des saints, jugés idolâtres, et contre les confréries soufies qui les animent. Le récit du réformisme immaculé de l'association est entièrement rétrospectif : Ibn Bādīs était proche des puissantes *zāwiya*-s de l'Algérie de son temps, la Raḥmāniyya en particulier, et les oulémas, formés à l'enseignement des confréries, sont bien issus d'un « terreau soufi » (p. 38) qu'ils ne renient pas. On retrouve ici les conclusions de Gilbert Delanoue pour les oulémas du XIX<sup>e</sup> siècle égyptien ; les hommes de la Nahḍa viennent tous d'un monde du soufisme, objet de leur amour ou de leur dégoût<sup>2</sup>.

À partir de 1940, la période Ibn Bādīs laisse place au règne d'Al-Ibrāhīmī pour refonder l'association après la guerre. Créateur de commissions, animateur de la revue *al-Baṣā'ir*, al-Ibrāhīmī a toutes les qualités du stratège et de l'homme politique – il est comparé à un virtuose florentin de la Renaissance (p. 85) – pour évincer ses adversaires et donner une unité à des actions dispersées dans le commerce, l'enseignement scolaire mais aussi la formation de la jeunesse (le scoutisme musulman). Il domine une association dont Charlotte Courreye précise la sociologie : issus de milieux ruraux pour la plupart, concentrés dans l'Algérie de l'Est, ses membres appartiennent dans l'ensemble à des familles de notables, propriétaires terriens, milieux confrériques malgré la présence de quelques familles plus modestes. Composée initialement d'une génération en rupture avec le quiétisme des *zāwiya*-s, l'association sait renouveler ses cadres après 1945, sous la houlette d'un maître qui a « toutes les cartes en main pour décider de l'avenir de l'association et des orientations » (p. 99). L'absence d'al-Ibrāhīmī pendant la guerre d'Algérie, quand il est exilé au Caire, sème la confusion et offre un espace aux luttes intestines : les Oulémas ont du mal à se passer d'un chef. Leurs conflits, saisis par les entretiens et surtout les archives coloniales, témoignent de la volonté du retour de leur maître – marquant à nouveau implicitement une proximité avec ce modèle confrérique qu'ils réprouvent ailleurs.

Cette organisation verticale adopte comme ligne une prudence politique constante. Dans l'entre-deux-guerres, l'association préfère la circonspection distante vis-à-vis des autorités coloniales, dressant un fil d'équilibriste entre engagement dans la société, notamment par l'enseignement, et neutralité vis-à-vis de l'État. Les nuages de la guerre et des violences qui suivent la Seconde Guerre mondiale compliquent la tradition d'apolitisme des clercs, bien connue de l'historiographie du Maghreb et de l'Afrique<sup>3</sup>. En 1947, alors que le Parti populaire algérien l'incite à l'action, Al-Ibrāhīmī rappelle avec une morgue pontificale que « l'AOMA est au-dessus de tous les partis » (p. 77). Le livre montre comment l'association en elle-même, sans déterminer par elle-même de ligne politique, n'empêche pas l'engagement individuel des

---

<sup>2</sup> Gilbert Delanoue, 1982, *Moralistes et politiques musulmans dans l'Égypte du XIX<sup>e</sup> siècle (1798-1882)*, Le Caire, Institut français d'archéologie orientale, 1982.

<sup>3</sup> A titre d'exemple, David Robinson, *Paths of Accommodation. Muslim Societies and French Colonial Authorities in Senegal and Mauritania, 1880-1920*, Athens, Ohio University Press, 2000.

membres dans la lutte pour l'indépendance. Dans l'ensemble toutefois, sa teinte légaliste et sa confiance dans les négociations, prolongées après la guerre et incarnées par une proximité avec l'Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), résistent longtemps.

Durant la guerre d'Algérie, la mémoire intercepte encore le récit historique : des grandes figures comme al-Madanī se présentent dans leurs souvenirs comme les grands révolutionnaires qu'ils ne furent pas tout le temps, du moins pas dès le début. Les clercs poursuivent cette attitude de retrait, prolongeant leur éloignement du pouvoir symbolisé par le concept sunnite de *wasatiyya*, le « juste milieu » qui refuse toute injustice mais aussi toute violence (p. 161). Charlotte Courreye applique la même prudence à toutes les sources, qu'elles émanent des autorités coloniales comme des Oulémas eux-mêmes, quand elle évolue dans l'histoire neuve et parfois compliquée des rivalités interpersonnelles, des accusations réciproques et des tensions qui se multiplient au moment des combats. En 1956, l'association bascule et se rallie au FLN : elle disparaît alors dans une multitude d'initiatives et d'actions secrètes (en particulier dans le réseau postal de l'armée de libération) pour défendre la cause de l'indépendance.

D'une manière frappante, les Oulémas ne reviennent jamais au centre du jeu : au cœur de la construction de l'État indépendant, nantis d'une légitimité linguistique, religieuse et intellectuelle, ils sont pourtant plus constitués en association après en 1962, malgré la création d'un succédané en 1963 (*al-Qiyam*) sans comparaison possible avec l'association du passé. Cette disparition garde un parfum de mystère : crainte du multipartisme de la part du FLN, inutilité d'une action organisée dans un État, devenu indépendant et musulman, où les Oulémas ont partout leur place, les interprétations restent ouvertes.

Charlotte Courreye ne renonce pas à suivre l'activité politique des héritiers de l'association, qui s'en réclament souvent, et montre une certaine constance dans le rapport critique avec le pouvoir, même après la mort d'al-Ibrāhīmī en 1965. Loin d'être absorbés par le FLN et ses nouvelles logiques de gouvernement autoritaire, des Oulémas tiennent vivante la tradition de l'admonestation (*naṣīḥa*) dont le livre donne plusieurs exemples : vigilance vis-à-vis de l'importation, dans le socialisme algérien, de « doctrines étrangères » (p. 269), refus d'un islam salarié et soumis à l'État chez certains (le cheikh 'Abd al-Laṭīf Sulṭānī, dernier trésorier de l'association, préfère aux charges officielles la prédication et l'activité éditoriale), critique, par le cheikh Ḥayr al-Dīn, des pratiques autoritaires et du recours à la torture par le pouvoir. Parmi les multiples orientations que prennent les anciens membres de l'association dans la vie politique de l'Algérie indépendante, il demeure un « surplomb de la scène politique pour appeler à l'unité au nom de l'islam » (p. 270).

Les dernières années ressemblent aux scènes de certains romans anglais racontant les retrouvailles des anciens élèves d'un prestigieux *college* : les Oulémas se croisent aux enterrements, à certaines célébrations annuelles, à la promotion des livres de mémoire qui se multiplient dans les années 1980. Charlotte Courreye, scrutant l'activité éditoriale des anciens membres de l'association, donne d'intéressants exemples de traditions historiographiques persistantes dans la compilation des sources, la dimension encyclopédique d'immenses ouvrages qui sont aussi des dictionnaires biographiques, comme les *ṭabaqāt*. Leur souci commun est de défendre la mémoire de l'association accusée d'assimilationnisme sous la colonisation, dans un contexte aussi où se multiplient les publications en langue arabe en Algérie. Les anciens de l'AOMA conservent enfin des liens par la polémique : les mémoires d'al-Madanī font l'objet de nombreuses réfutations et les faiblesses d'Ibn Bādīs pour les

cultes des saints suscitent des indignations vigoureuses. Jusqu'aux dernières années de leur vie, les Oulémas sont encore réunis autour du souvenir de leur maître.

### **Les Oulémas entre Maghreb et Machrek**

L'ouvrage se déploie largement dans le temps mais aussi dans l'espace : dans la veine d'une histoire connectée de l'Algérie contemporaine, l'auteur compare très régulièrement l'Algérie avec ses voisins maghrébins. Elle montre surtout les inspirations moyen-orientales et le rôle des voyages dans la construction d'un espace intellectuel arabophone en Algérie. La place dominante de l'Égypte dans les imprimés arabes tout au long du siècle explique le recours constant aux manuels du ministère de l'Instruction égyptien par les Oulémas. L'institut Ibn Bādīs fondé en 1947, est une propédeutique aux études supérieures dans les grandes mosquées de Tunis (la Zaytūna) ou du Caire (Al-Azhar) selon une pédagogie qui puise ses sources d'inspiration en France mais aussi en Irak, sous la houlette d'une commission pédagogique qui est comme un « petit ministère de l'éducation » (p. 118).

Ces connexions ne sont pas seulement mentales : l'association est représentée au Caire en 1949, devenue la capitale des mouvements panarabistes et indépendantistes. Elle y côtoie tous les partis, marocains et tunisiens, du Maghreb et participe aux efforts, demeurés vains, d'unir les combats d'Afrique du Nord. En 1952 dans la capitale égyptienne, Al-Ibrāhīmī se veut le « représentant de la cause algérienne dans le monde musulman » (p. 135). Si le livre n'épilogue guère sur les effets politiques de cette coopération – faute de sources, sans doute – il montre en revanche la vitalité des relations pédagogiques à la faveur de cette présence en Égypte, à travers les missions d'étudiants envoyés dans le pays pour former des enseignants ou les futurs cadres arabophones de l'État indépendant. On compte 150 Algériens dans tout le monde arabe en 1957, contre une trentaine en 1951 (p. 137).

Dans la lutte nationale enfin, les Oulémas, parfaits arabisants, sont en première ligne pour conduire la diplomatie du FLN dans les pays arabes, au Moyen-Orient comme au Maroc. Après la guerre, les professeurs étrangers, marocains, syriens, égyptiens, jordaniens sont les bienvenus dans les écoles restaurées des Oulémas, même si leur sous-qualification conduit à des échecs réguliers. Ces relais de l'arabisation, précise l'auteur, ne préparent pas l'islamisation de la société aboutissant à la décennie noire, mais témoignent plutôt de la volonté d'imiter un modèle égyptien prestigieux, tant sur le plan politique (Nasser) que culturel (Oum Kalthoum, le cinéma) dans les années 1950 et 1970. Ces regards tournés vers l'Orient se justifient aussi par la centralité de la langue arabe dans les combats de l'association des Oulémas.

### **Les Oulémas, défenseurs de la langue arabe**

Sous le prisme fondamental des questions linguistiques, le livre propose une contribution importante à l'histoire coloniale de l'Algérie. Il montre tout un monde d'écoles et d'associations, clubs de sport ou cercles artistiques financés par des cotisations et l'évergétisme des notables, qui structure une société en grande partie étrangère à l'administration coloniale et dont la vitalité est encore trop méconnue par l'historiographie. L'action des Oulémas montre une marge de manœuvre certaine dans l'action scolaire, notamment autour de Constantine, pour lutter contre l'insuffisante scolarisation de la population algérienne, en grande partie délaissée par l'État colonial, et diffuser une image jugée plus sûre de l'islam libérée des superstitions. La société civile algérienne trouve alors dans les Oulémas de vigoureux avocats auprès du gouvernement général, des délégations

financières ou de tout autre institution quand il faut défendre l'enseignement libre. Se présentant comme les « vrais docteurs de la foi » (p. 74), les Oulémas s'estiment défenseurs des intérêts de toute la population algérienne.

Prudente politiquement, l'association suit un fil rouge qui ne disparaît jamais : la défense de la langue arabe, l'attachement à des libertés religieuses qui, comme pour les catholiques libéraux au XIX<sup>e</sup> siècle, débouche sur la revendication de la séparation entre l'État (colonial) et le culte. Les rapports avec l'administration française sont constamment mauvais, ce qui explique l'impossible bilinguisme de leurs écoles et la difficulté à trouver des enseignants en français. L'école des associations appartient à un monde que l'État colonial, soucieux sans cesse de répartir les sociétés dominées dans des compartiments hermétiques, confine à la langue arabe.

Après l'indépendance, les Oulémas se retrouvent logiquement au cœur des politiques d'arabisation des années 1960 et 1970. Favorables à la diffusion de la langue de l'islam dans l'administration comme l'enseignement, ils trouvent intolérable que l'État, à l'heure de la libération, puisse ne pas être musulman. Dès 1962, ils associent la défense de la langue arabe à celle de la religion musulmane, contre un FLN dont la langue principale, comme le rappelle Charlotte Courreye, est bien le français. Dominés politiquement, les Oulémas restent les gardiens d'une légitimité culturelle qui fait défaut aux principaux leaders de l'indépendance – ce « prestige des arabisants » (p. 252) leur a permis de formuler la lutte nationale en langue arabe dans un pays bien plus marqué par la francisation des élites qu'au Maroc et en Tunisie.

Le succès d'une conception réformiste de l'islam s'explique par de profondes transformations d'une société dans l'ensemble plus alphabétisée et plus urbaine : Charlotte Courreye rappelle très justement que l'arabisation est d'abord synonyme d'alphabétisation au matin de l'indépendance. L'illettrisme concerne encore neuf Algériens sur dix, dans les deux langues (p. 320), au moment où l'Algérie compte de surcroît moins de lettrés en langue arabe qu'en langue française. Le monopole que leur confère la maîtrise de l'arabe leur ouvre par conséquent les portes de l'Éducation nationale. Les enseignants tâchent d'y concevoir une synthèse entre leurs différentes sources d'inspiration, leur milieu rural d'origine, les enseignements reçus dans les Grandes mosquées et les nouvelles exigences du gouvernement.

Les Oulémas participent ainsi au processus d'arabisation, phénomène essentiel pour le Maghreb du XX<sup>e</sup> siècle dont les historiens ne se sont pas encore emparés : le recours à l'arabe comme retour aux origines (*aṣl*) est animé en Algérie par la révolution culturelle du président Boumediène. Celui-ci promeut une vision patrimoniale de l'islam, commune à tout le Maghreb, façon pour l'État de justifier l'extension de son contrôle sur l'enseignement, aux dépens de l'autonomie des Oulémas. Les débats sur présence maintenue du français, la place du berbère, le choix entre une « langue nationale élevée » (le *fuṣḥā*) et « langue maternelle » (la *darīja*, p. 354) structurent alors la vie politique algérienne. Charlotte Courreye n'oppose jamais un monde arabophone et un monde francophone qui se livreraient à une « guerre des langues » (p. 373), elle pointe au contraire les divisions au sein des familles mêmes, la scolarisation des enfants d'Oulémas dans le système français, la double compétence linguistique de la plupart d'entre eux, les difficultés concrètes de l'arabisation effective du pays. Dans cette politisation des enjeux culturels, les Oulémas ne sont jamais réduits à des conservateurs arabisants, musulmans ou même islamistes.

**Conclusion : les Oulémas restent des oulémas**

Cet ouvrage apporte de nouvelles lumières sur la profondeur des rivalités autour des questions culturelles et le poids des héritages coloniaux, dans un contexte où, pour une partie de la gauche algérienne d'inspiration communiste, « l'arabisation, c'est la religion musulmane » (p. 341), autrement dit l'ennemi. L'auteur n'a pas ménagé ses efforts pour reconstituer les sources et les voix d'une association qui n'a pas laissé de fonds d'archives structurés, d'autant plus après l'indépendance, quand l'identité « Ouléma » devient surtout une « appartenance intellectuelle et civilisationnelle » (p. 235)

La figure des Oulémas (la majuscule signalant l'appartenance à l'association) a changé : la fonctionnarisation, souhaitée par la plupart d'entre eux après l'indépendance, met un point final à une longue tradition de mépris, plus ou moins feint, pour les grandeurs de ce monde. Il demeure pourtant un habitus : le *'ālim* n'a pas été englouti dans l'essor de l'intellectuel (*muṭaqqaf*) et ces hommes à la fois cheikhs, prédicateurs et professeurs perpétuent ce modèle dans l'Algérie contemporaine. Ils sont les figures centrales d'un islam algérien que cet ouvrage décrit d'après sa colonne vertébrale mais aussi ses contradictions, sans jamais le réduire au rapport avec la France, au salafisme international, ou à un particularisme algérien exagéré.

Il pose également les jalons de recherches futures. Des groupes sociaux évoluent dans l'ombre des Oulémas et mériteraient aussi de pareilles investigations, après avoir été seulement mentionnés par ce livre : le clergé qui acceptait les charges que lui offrait l'État colonial et les mondes sociaux qu'il représente, les nouveaux administrateurs du culte, après l'indépendance, l'épineux dossier des habous algériens, réputés abolis par la conquête française mais persistant pourtant dans ses nombreuses fonctions sociales, la production de la norme religieuse par la commission des *fatwa* sous l'œil de l'État indépendant. Par comparaison avec le Maroc et la Tunisie, où l'État est resté lié, protectorat oblige, aux oulémas, l'Algérie a dû absorber de manière peut-être plus nette une « société civile », développée dans les marges que lui laissait la colonisation.

L'articulation entre l'islamisme politique et le rôle des Oulémas est abordé avec beaucoup de prudence, bien que le Front islamique du Salut ait tenté de récupérer la figure d'Ibn Bādīs (p. 483). Le livre se défend, à juste titre, de toute tentative de généalogie de l'islamisme qui aurait fermé son questionnaire. La division entre islam violent ou « radical » et islam « modéré » ou pacifique, qui limite si pauvrement bien des analyses contemporaines, se trouve justement repoussée, ce qui n'empêche pas certains tenants du monde des Oulémas de rejoindre des lectures plus intégristes, ni la confusion entre arabisation et islamisation de la société. Il reste de cet ouvrage important le tableau d'une Algérie musulmane et arabophone, restée longtemps délaissée au profit de l'Algérie des sources françaises : ces deux mondes ne constituent toutefois pas des pays étrangers l'un à l'autre et l'un des nombreux mérites du livre de Charlotte Courreye est de nous rappeler leur unité, parfois contrariée, mais toujours vivante.